



RAPPORT DE GESTION
POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE TERMINÉ LE
31 DÉCEMBRE 2012

Préparé par:

RESSOURCES & ÉNERGIE SQUATEX INC
7055 Boul. Taschereau, Suite 500
Brossard, Québec, J4Z 1A7

Le 27 février 2013

INTRODUCTION

Le présent rapport de gestion de Ressources & Énergie Squatex Inc (“Squatex” ou la “Société”) constitue le point de vue de la direction sur les activités courantes de la Société et discute des facteurs ayant affecté les résultats financiers de la période de neuf mois terminée le **31 décembre 2012**. Ce rapport est conforme aux normes de l’Instrument National 51-102 «Obligations d’information continue» et il devrait être lu en complément des états financiers intermédiaires résumés non audités pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2012 et des états financiers annuels audités pour l’exercice terminé le 31 mars 2012. Les états financiers intermédiaires résumés pour la période de neuf mois se terminant le 31 décembre 2012 ont été préparés conformément aux Normes internationales d’information financière («IFRS »), incluant les chiffres comparatifs. Les résultats sont présentés en dollars canadiens.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport contient des énoncés qui doivent être considérés comme des déclarations prospectives. Lesdites déclarations se rapportent à des événements futurs ou à des résultats économiques futurs de Squatex et comportent des risques, incertitudes et autres facteurs connus et inconnus qui pourraient modifier de manière appréciable les résultats, rendements ou réalisations par rapport à ce qu’expriment ou laissent entendre les déclarations de Squatex. Les événements ou résultats réels pourraient être très différents. Les déclarations prospectives contiennent des mots ou expressions tels que «anticipe», «croit», «planifie» ou tout autre mot ou expression qui suggère l’atteinte de résultats futurs. Par conséquent, la décision d’investir dans les titres de Squatex ne devrait en aucun temps être basée sur ces énoncés prospectifs. Squatex décline toute intention ainsi que toute obligation de mettre à jour ces déclarations prospectives, à moins que cela ne soit requis par la loi.

NATURE DES ACTIVITÉS

Squatex est constituée en vertu de la Loi canadienne sur les Sociétés par actions. L’exploration et la mise en valeur de propriétés pétrolières et gazières constituent les principales activités de la Société. Dans le cadre de la réalisation de ses objectifs, la Société est appelée à conclure des ententes de partenariat afin de diminuer les risques et les coûts de ses projets.

Squatex n’a pu jusqu’à maintenant déterminer si ses propriétés contiennent des réserves d’hydrocarbures qui pourraient être économiquement récupérables. Ce travail d’exploration pour le pétrole et le gaz comporte un très haut degré de risques et il n’existe aucune assurance que les programmes d’exploration actuels de la Société résulteront en opérations de production profitables. La valeur des intérêts de la Société dans ses propriétés de pétrole et de gaz est dépendante de l’existence de réserves récupérables économiquement ainsi que de la capacité de Squatex de trouver le financement adéquat pour développer ces réserves et d’éventuellement obtenir une production future profitable.

Squatex, dans les programmes d’exploration qu’elle développe, privilégie les territoires où les chances de succès sont les plus élevées afin d’assurer sa rentabilité à brève échéance. Jusqu’ici, ses activités sont focalisées sur ses permis de recherche dans les Basses-Terres du Saint-Laurent pour la recherche non-conventionnelle de gaz de shales dans l’Utica/Lorraine ainsi que pour l’exploration conventionnelle de pièges au niveau de la plateforme ordovicienne

et, dans le Bas-Saint-Laurent entre Rivière-du-loup et Rimouski dans des roches siluro-dévonienne ou ordovicienne pour la recherche conventionnelle de pétrole et de gaz. En date du 31 décembre 2012, la Société ne produit pas d'hydrocarbures. Aucune réserve de pétrole et de gaz n'a été identifiée jusqu'ici sur les permis d'exploration de Squatex.

PERFORMANCE GÉNÉRALE

Le partenaire Canbriam Energy Inc. ("Canbriam") a complété son programme initial d'exploration relié à l'affermage de propriétés dans les Basses-Terres du Saint-Laurent et à l'Entente d'Opérations Conjointes ("Entente") conclue entre Squatex, Petrolympic Ltd. ("Petrolympic") et Canbriam (collectivement, les "Partenaires") en Novembre 2008, et subséquemment amendée en juin 2009 et en septembre 2010. Canbriam a confirmé sa sélection du premier bloc contigu de 8,000 hectares à l'intérieur des permis 2009RS296 et 2009RS298 (the "Farmout Lands") sur lequel elle a gagné un intérêt de 60% dans les strates entre la surface et le Toit du Trenton. Ce premier bloc comprend la localisation du puits Canbriam Farnham No.1 foré en 2009 jusqu'à une profondeur verticale de 2,507 mètres après avoir traversé la Formation Utica. Les intérêts respectifs des Partenaires dans le bloc sont maintenant comme suit : Canbriam 60%, Squatex 28% et Petrolympic 12%.

Le 28 septembre 2010, Squatex et Petrolympic ont approuvé une demande de Canbriam pour repousser d'une année ses dates d'engagement pour les programmes d'exploration des première, deuxième et troisième options de l'Entente sur les terrains affermés. De plus, Canbriam a accepté l'allocation des crédits excédentaires des dépenses de forage d'une valeur de plus de \$4 Millions afin de satisfaire les obligations de travaux statutaires des autres permis de Squatex dans les Basses-Terres (ces derniers font partie du partenariat existant entre Squatex (70%) et Petrolympic (30%)).

Conformément à l'Entente initiale entre Squatex, Petrolympic et Canbriam, Canbriam a entrepris le programme de la première de trois options, en payant \$2,450,000 à Squatex et \$1,050,000 à Petrolympic et en s'engageant à débiter le forage du premier de deux autres puits d'affermage avant le 30 septembre 2011 et de compléter les opérations et la pose des tubages de protection ou l'abandon de ceux-ci avant de prendre la décision sur les options subséquentes le ou avant le 31 décembre 2011. Pour tenir compte de la mise en œuvre par le gouvernement de l'étude environnementale stratégique et du report des obligations statutaires, les dates d'engagement au contrat de Canbriam ont de nouveau été repoussées suite à un accord entre les parties survenu le 30 novembre 2011. La nouvelle entente prévoit une extension de deux ans supplémentaires, Squatex et Petrolympic se réservant le droit d'accorder une option sur une troisième année.

Canbriam maintient ainsi, au moyen d'options subséquentes, le droit de gagner un intérêt de 60% sur un territoire additionnel pouvant atteindre au total, 32,000 hectares des terrains en affermage, en forant jusqu'à six puits verticaux et/ou horizontaux, et en effectuant des paiements additionnels pouvant atteindre un total de \$ 10 millions (\$ 7 millions à Squatex et \$ 3 millions à Petrolympic) avant le 30 novembre 2014. Lorsque Canbriam aura gagné son intérêt sur les terrains d'affermage, le 40% restant sera maintenu par Squatex et Petrolympic sur la base des termes du Partenariat existant (28% pour Squatex et 12% pour Petrolympic). Squatex et Petrolympic conservent un intérêt de 100% dans les formations géologiques situées en dessous du toit du Trenton. Canbriam sera responsable des coûts de forage des puits d'affermage, de leur parachèvement ou de leur abandon.

Ailleurs dans les Basses-Terres, les Partenaires Squatex et Petrolympic ont effectué en 2008 un relevé de sismique réflexion 2D de 125 kilomètres de routes, puis ont enregistré un programme sismique additionnel de 40 kilomètres à l'été 2010 afin de mieux préciser les objectifs d'exploration et de localiser les meilleurs sites de forage. Les données interprétées ont été intégrées à la base de données du secteur permettant de mieux connaître la Formation d'Utica et les strates ordoviciennes sous-jacentes en dehors des terrains affermés à Canbriam afin d'en poursuivre l'exploration.

Tous les travaux d'exploration des Partenaires dans les Basses-Terres sont maintenant repoussés dans le temps, les sociétés ayant été dispensées par le gouvernement des obligations de travaux statutaires sur les permis d'exploration pour une période pouvant aller jusqu'à trois ans, commençant à l'adoption de la loi 18 votée le 13 juin 2011 (le détenteur doit cependant acquitter les droits annuels pour conserver ses permis). Après cette période, la date d'expiration des permis sera reportée en conséquence de la durée exacte de l'étude.

De plus, récemment, le nouveau gouvernement a réitéré ce gel des travaux en instituant un moratoire sur l'exploration des gaz de schistes au Québec, ce qui cause le retrait de toute exploration de ce territoire, l'exploration conventionnelle n'étant pas dissociable de celle associée aux gaz de schiste. Ainsi, Squatex et ses partenaires n'effectueront pas de travaux d'exploration à court terme sur les permis des Basses-Terres, tant que les conditions ne changent pas. Les partenaires avaient pris la décision d'effectuer des travaux d'abandon du forage Canbriam Farnham No.1 et de remettre en état le site selon la réglementation en vigueur. Le permis autorisant ces travaux est toujours en attente.

Squatex et Petrolympic ont continué d'intégrer et de réinterpréter pendant la période les données acquises depuis 2001 sur le Bas-Saint-Laurent-Gaspé afin de délimiter les zones ayant un meilleur potentiel en hydrocarbures et de cibler des localisations de forages futurs. Des échantillonnages géologiques détaillés des affleurements ainsi que des carottages cumulant quelque 1,107 mètres de carottes de roches furent effectués en 2010 et deux autres forages plus profonds totalisant 1,047 mètres suivirent au printemps 2011 afin de compléter une série d'analyses de TOC et de maturité (Réflectance). Un des carottages de 2011 a rencontré des évidences de pétrole (huile légère de 50 API dans la Formation Sayabec/West Point). Squatex avec son partenaire à 30% Petrolympic a développé un nouveau programme de carottage géologique et effectué le choix de sites potentiels de forage. Une entente est intervenue à la mi-septembre afin de procéder à un premier carottage profond dans la partie nord-est du bloc de permis du Bas-St-Laurent. Ainsi, le carottage Massé No.1, qui a débuté en octobre, a atteint une profondeur totale de 1710 mètres après avoir traversé des séquences similaires aux carbonates du West Point vers 800 mètres, puis des séquences chevauchées de la base du Silurien dont des dolomies poreuses du Sayabec. Les deux séquences récifales rencontrées ont toutes deux montré des indices de gaz et condensats qui ont été échantillonnées. Le puits a été suspendu en raison des conditions hivernales difficiles et une tête de puits a été installée, en attente d'autres résultats et de la possibilité d'un approfondissement au printemps.

Squatex ayant renouvelé tous ses permis d'exploration dans les Basses-Terres et dans le Bas-Saint-Laurent-Gaspé au premier septembre 2009 (ceux-ci redevenant à leur première année d'exploration), celle-ci pourra ainsi en poursuivre l'exploration jusqu'en septembre 2019 à condition qu'elle s'acquitte des obligations qui y sont reliées. La loi 18, votée en juin, est venue prolonger cette période d'exploration d'une durée pouvant s'étendre jusqu'à trois ans

supplémentaires afin de permettre la tenue des études environnementales initiées par le gouvernement.

La stratégie actuelle de la Société est de se préparer à la reprise de l'exploration de ses permis de recherche de pétrole et de gaz en partenariat avec Petrolympic et en affermage avec Canbriam tout en continuant de rechercher d'autres opportunités d'affaires. En août 2012, Squatex a acquitté les droits annuels (rentes) pour ainsi conserver tous ses permis en conformité avec les règlements de la loi sur le pétrole et le gaz.

TENDANCES

Alors que les conditions économiques générales continuent de stagner et qu'une stabilité relative semble se dessiner sur les marchés financiers, une incertitude significative persiste toujours concernant les perspectives mondiales à court et à moyen termes. De plus, les différentes prises de position récentes au sujet de l'exploitation future des Gaz de Shales dans la Province de Québec ainsi que la tenue d'une étude environnementale stratégique pouvant durer jusqu'à trois ans, puis l'annonce d'un moratoire sur l'exploration du gaz de schiste fera en sorte de causer des retards dans les travaux d'exploration prévus par la Société et/ou par ses partenaires. La Direction et le Conseil d'Administration vont suivre avec attention les développements à ce sujet et voir leurs implications sur le fonctionnement de Squatex.

ÉMETTEUR ASSUJETTI

À la suite du dépôt de la note d'information relative à l'offre publique d'échange visant les titres de Pérumont Inc., Squador Inc. et 9123-4583 Québec Inc., Squatex est devenue assujettie le 12 octobre 2011. En tant qu'émetteur assujetti, la société est soumise aux obligations prévues par le *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*.

OFFRE D'ÉCHANGE D' ACTIONS

Le 28 novembre 2011, Squatex a complété son offre d'échange d'actions. Squatex qui est maintenant un émetteur assujetti dans la province de Québec mais dont les titres ne sont pas inscrits sur un marché organisé, a pris en livraison les 409 662 actions de catégorie A déposées dans le cadre de son offre d'échange d'actions présentée aux termes d'une note d'information du 12 octobre 2011 et représentant 100 % des titres en circulation de Pérumont inc., Squador inc. et 9123-4583 Québec inc. (collectivement les « Holdings »). Squatex avait déposé la Note d'information suite à diverses démarches entreprises auprès de l'Autorité des marchés financiers visant à régulariser la situation de Squatex suite à divers placements qui avaient été effectués par l'entremise des Holdings entre 2003 et 2006 en contravention de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Québec). En règlement des titres ainsi pris en livraison, Squatex a émis aux actionnaires des Holdings sept (7) actions ordinaires de son propre capital pour chaque action déposée, soit un total de 2 867 634 actions ordinaires. Cette nouvelle émission d'actions de Squatex n'a toutefois pas changé le nombre total d'actions de Squatex en circulation car toutes les actions de Squatex détenues par les Holdings seront annulées. Squatex a actuellement 51 772 273 actions ordinaires émises et en circulation.

SOMMAIRE DES PROPRIÉTÉS D'EXPLORATION

Au 31 décembre 2012, Squatex a des intérêts sur un total de 656 093 hectares (1,621,205 acres) de permis d'exploration de pétrole et de gaz dans le Bassin des Appalaches du Québec sur les territoires des Basses-Terres du Saint-Laurent et du Bas-Saint-Laurent-Gaspé (Voir la carte ci-jointe). Les propriétés de la Société dans les Basses-Terres du Saint-Laurent sont 70% d'intérêts dans 224,933 hectares (555,809 acres) en partenariat avec Petrolympic et 28% d'intérêts de la surface jusqu'au Toit du Trenton dans 8,000 hectares (19,768 acres) selon une entente avec Canbriam et 70% dans ce même bloc en-dessous du Toit du Trenton. Ces propriétés constituent une position significative dans les objectifs non-conventionnels de l'Utica-Lorraine et dans les objectifs conventionnels des carbonates Trenton-Black River. Squatex a aussi des propriétés dans la région du Bas-Saint-Laurent-Gaspé constituées par 70% d'intérêts dans 431,160 hectares (1,065,396 acres) en partenariat avec Petrolympic entre Rimouski et Rivière-du-loup qui sont prospectives pour le pétrole léger et le gaz dans des objectifs récifaux et dans des dolomies hydrothermales.

Les tableaux suivants présentent les permis en vigueur sur lesquels Squatex possède un intérêt. En août 2012, Squatex a renouvelé tous les permis dont l'échéance arrivait le premier septembre 2012. Pour la localisation des permis, se référer à la carte:

PERMIS À 70% D'INTÉRÊTS DANS LES BASSES-TERRES DU SAINT-LAURENT:

Numéro de permis	Renouvellement	Superficie (Ha)
2009RS287	01/09/2013	20 871
2009RS288	01/09/2013	17 990
2009RS289	01/09/2013	20 909
2009RS290	01/09/2013	7 248
2009RS291	01/09/2013	22 447
2009RS292	01/09/2013	18 827
2009RS293	01/09/2013	14 580
2009RS294	01/09/2013	21 664
2009RS295	01/09/2013	19 316
2009RS296 (partie)	01/09/2013	20 339 *
2009RS297	01/09/2013	16 342
2009RS298 (partie)	01/09/2013	24 400 *
Sous-total		224 933

- 60% d'intérêts entre la surface et le Toit du Trenton sur un bloc de 8,000 Ha ont été transférés conjointement par Squatex et Petrolympic selon l'Entente à Canbriam sur ces deux permis. Squatex conserve 70% en-dessous du Toit du Trenton.

Ressources & Énergie Squatex Inc

Rapport de gestion pour le troisième trimestre terminé le 31 décembre 2012

PERMIS À 28% D'INTÉRÊTS DANS LES BASSES-TERRES DU SAINT-LAURENT (DE LA SURFACE AU TOIT TRENTON):

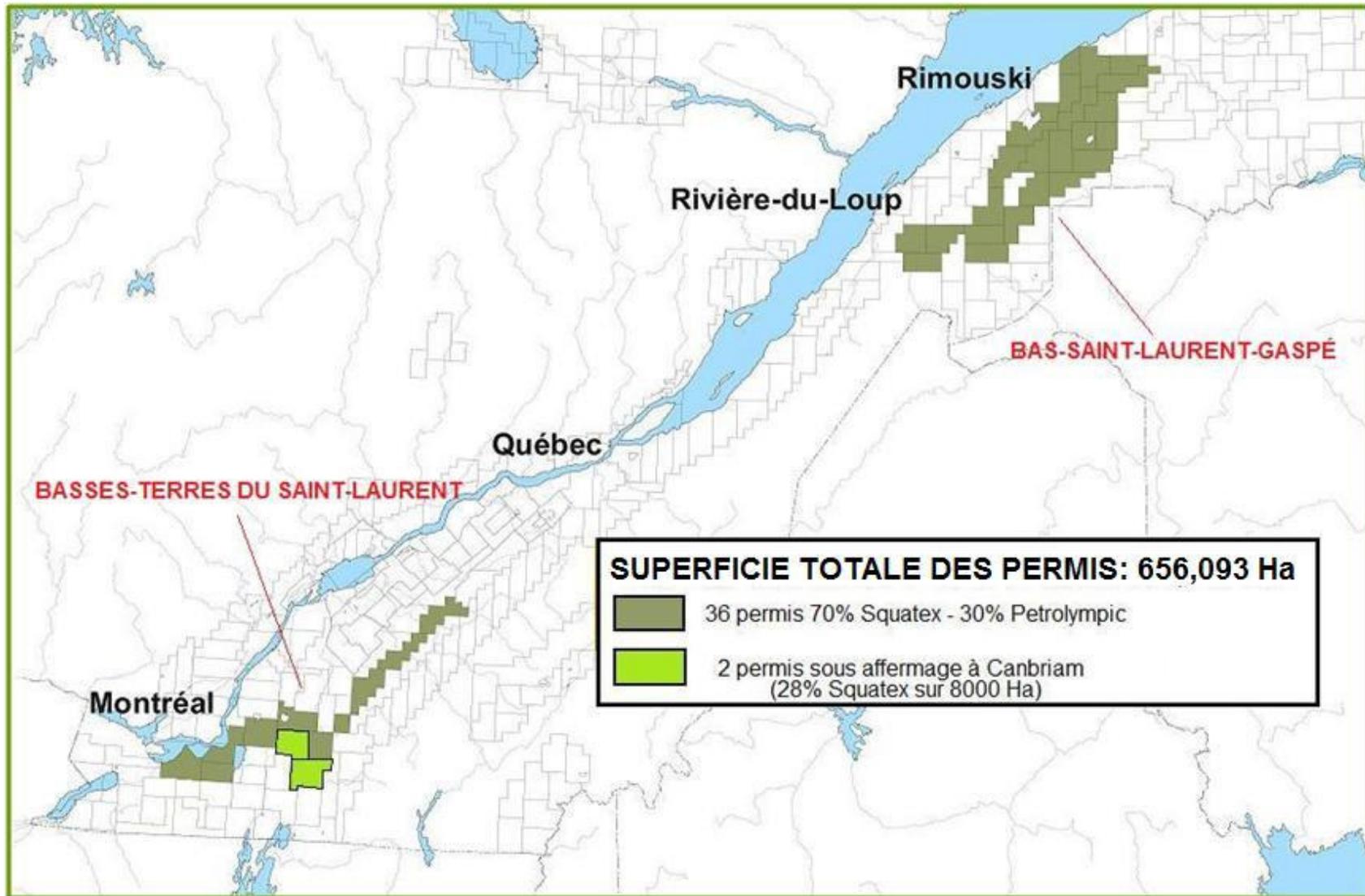
Numéro de permis	Renouvellement	Superficie (Ha)
2009RS296 (partie)	01/09/2013	20 339
2009RS298 (partie)	01/09/2013	24 400
Sous-total		8,000 de 44 739

PERMIS À 70% D'INTÉRÊTS DANS LE BAS-SAINT-LAURENT-GASPÉ:

Numéro de permis	Renouvellement	Superficie (Ha)
2009RS299	01/09/2013	18 975
2009RS300	01/09/2013	20 704
2009RS301	01/09/2013	17 136
2009PG552	01/09/2013	10 267
2009PG553	01/09/2013	23 068
2009PG554*	01/09/2013	15 150
2009PG555	01/09/2013	16 438
2009PG556*	01/09/2013	23 666
2009PG557	01/09/2013	9 894
2009PG558	01/09/2013	19 420
2009PG559	01/09/2013	18 737
2009PG560	01/09/2013	19 817
2009PG561	01/09/2013	24 435
2009PG562	01/09/2013	19 847
2009PG563	01/09/2013	22 573
2009PG564	01/09/2013	14 377
2009PG565	01/09/2013	15 370
2009PG566	01/09/2013	21 454
2009PG567	01/09/2013	20 631
2009PG568	01/09/2013	20 668
2009PG569	01/09/2013	13 497
2009PG570	01/09/2013	7 608
2009PG571	01/09/2013	20 951
2009PG572	01/09/2013	16 477
Sous-total		431 160

* Région Gaspé

CARTE DE LOCALISATION DES PERMIS D'EXPLORATION DE SQUATEX:



ACTIVITÉS D'EXPLORATION

PERMIS DU BAS-SAINT-LAURENT-GASPÉ

En 2010 et en 2011, Squatex a poursuivi l'interprétation et la corrélation des nombreuses données acquises sur l'ensemble de ses permis de la région depuis 2001 et a mis en œuvre un programme d'exploration complémentaire comportant des carottages géologiques. Après avoir acquis des profils sismiques en 2002, 2005 et 2008, Squatex a acquis en 2009 un relevé magnétique aéroporté de haute résolution de quelque 17,000 kilomètres linéaires ainsi qu'un relevé gravimétrique terrestre de 803 stations de lecture. Afin de raffiner son interprétation des structures complexes et des systèmes de failles, Squatex a mené entre 2008 et 2011 une série d'études géologiques sur le terrain afin de vérifier in-situ les corrélations entre les unités rocheuses importantes pour la génération, la migration et les accumulations possibles de pétrole et de gaz dans ce secteur.

Suite aux campagnes d'échantillonnage géologique entreprises en 2008 et 2009, une troisième campagne de plus grande importance a été accomplie à l'été 2010 afin d'obtenir des données aptes à corriger les cartes géologiques de surface et afin de mesurer les contenus en matière organique (TOC) et la maturité des strates (Réflectance). En septembre 2010, une série de carottages de type minier totalisant 1107 mètres de carottes ont été forés afin de compléter l'échantillonnage, soit en profondeur, soit dans les zones où le socle rocheux n'affleure pas. Au printemps 2011, deux autres carottages profonds totalisant 1047 mètres de carottes ont été ajoutés afin de compléter les informations nécessaires à l'interprétation régionales des données. Un des carottages de 2011 a rencontré des évidences de pétrole (huile légère de 50 API dans la Formation Sayabec/West Point).

La compilation et l'intégration en 2012 de tous les résultats encourageants obtenus récemment dans la région ont mené Squatex à discuter avec son partenaire Petrolympic les possibilités de poursuivre le carottage des nouvelles cibles d'intérêts trouvées. Une entente est ainsi intervenue à la mi-septembre afin d'effectuer dès l'automne un premier carottage profond dans la partie nord-est du bloc de permis du Bas-St-Laurent.

Le carottage Massé No.1, localisé dans la Municipalité de Ste-Jeanne-D'Arc a été implanté en octobre pour une profondeur prévu de 1500 mètres. Vu la profondeur importante visée, le puits a été équipé d'un BOP monté sur un casing cimenté d'une longueur de 150 mètres (égale à 10% de la profondeur totale prévue). Le carottage a été arrêté à la fin novembre à une profondeur de 1710 mètres en raison des conditions hivernales difficiles. Le puits a été suspendu et une tête de puits a été installée, en attente d'autres résultats et de la possibilité d'approfondissement au printemps. Le forage supervisé par une équipe de cinq ingénieurs et géologues a commencé dans des lits très perturbés de la Formation St-Léon, puis a traversé des séquences similaires aux carbonates récifaux du West Point vers 800 mètres, suivies de séquences chevauchées de la base du Silurien dont une épaisseur de 15 mètres de dolomies poreuses dans les récifs du Sayabec. Ces deux séquences récifales ont toutes deux montré des indices de gaz et condensats qui ont été échantillonnées. Des travaux de surveillance du puits et de mesures des fluides sont prévus à intervalles réguliers jusqu'au printemps afin de s'assurer de la pertinence de poursuivre le forage.

PERMIS DES BASSES-TERRES DU SAINT-LAURENT

Les permis originaux dans les Basses-Terres ont été acquis par Squatex en 2006 et en 2008, en partenariat avec Petrolympic, un relevé de 125 kilomètres linéaires de sismique réflexion 2D a été effectué afin de mieux connaître les anomalies structurales de la plateforme ordovicienne. À l'été 2009, Canbriam, en tant qu'opérateur sur deux des permis, a foré sur le premier permis affermé le puits Canbriam Farnham No. 1 jusqu'au Toit du Trenton à une profondeur totale de 2507 mètres, rencontrant des indices de gaz dans les shales du Lorraine. Un tubage protecteur fut alors installé par Canbriam et le puits fut suspendu. À l'automne 2009, une étude AVO (Amplitude versus offset) sur un des profils sismiques enregistrés en 2008 par Squatex fut accomplie afin d'obtenir une meilleure compréhension des changements de faciès latéraux dans les shales de l'Utica. Cette étude fut suivie par un relevé géochimique de 600 échantillons effectué par Chemterra sur trois des permis des Basses-Terres localisés au-dessus de la partie peu profonde de la plateforme de carbonates. Les résultats montrent de grandes zones de suintements de gaz, dont une coïncide avec un pli anticlinal près d'une faille majeure dans le socle précambrien.

À la fin de l'été 2010, Squatex a enregistré un programme additionnel de 40 kilomètres linéaires de sismique réflexion 2D afin de compléter la couverture dans la région du Mont-St-Hilaire et de Chambly et de tenter de définir les meilleures cibles de forage éventuels pour les shales de l'Utica. Le résultat des interprétations a été intégré à la base de données des Basses-Terres de Squatex. À cause de la décision gouvernementale de la tenue d'une évaluation environnementale stratégique sur les gaz de schistes et des restrictions et délais que celle-ci a apportées, suivie du moratoire sur l'exploration des gaz de schistes mis en force récemment par le nouveau gouvernement, Squatex et ses partenaires ne prévoient pas d'activités d'exploration sur le terrain à court terme sur les permis des Basses-Terres, à moins que les conditions changent.

DÉPENSES D'EXPLORATION ENCOURUES

La Société compte sur l'expertise professionnelle de son équipe de géologues pour diriger et superviser ses programmes d'exploration. La direction évalue le bien-fondé des programmes d'exploration proposés et en approuve les dépenses lorsqu'ils sont jugés utiles et justifiés pour faire avancer les connaissances de façon prudente et nécessaire. Pour la période de trois mois se terminant le 31 décembre 2012, Squatex a dépensé 345 148 \$ (période de trois mois se terminant le 31 décembre 2011 – 81 792 \$) sur ses propriétés non-prouvées de pétrole et de gaz. De ces montants, Squatex recevra des crédits d'impôt relatifs aux ressources et de droits remboursables de 138 750 \$ pour la période de trois mois se terminant le 31 décembre 2012 et de 32 615 \$ pour la période de trois mois se terminant le 31 décembre 2011 représentant des frais d'exploration nets de 206 398 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2012 et de 49 177 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2011. Suite à l'entente avec son partenaire Petrolympic, la Société anticipe de dépenser près de \$250,000 durant le prochain trimestre afin de conduire d'autres travaux géologiques dans le même environnement. Aucune autre dépense d'exploration sauf celles de suivi des dossiers n'est prévue à ce stade-ci, les crédits cumulés des dépenses d'exploration passées couvrant les obligations de l'année courante sur tous les permis. Squatex conserve tout de même une grande flexibilité de dépenses pour des activités d'exploration qui pourraient s'avérer nécessaires ou importantes pour le futur de la Société.

DIVULGATIONS TECHNIQUES

Les divulgations techniques apparaissant sous le titre "Performances Générales" et "Activités d'exploration" ont été préparées par Paul Laroche, ing, géo, qui est une personne qualifiée selon l'Instrument National 51-101.

OBLIGATIONS

Afin de maintenir ses permis d'exploration en force, Squatex doit payer une rente annuelle de \$0.10 par hectare et effectuer des travaux statutaires d'un minimum de \$0.50 par hectare la première année, augmentant de \$0.50 par hectare à chacune des années subséquentes jusqu'à la cinquième année. À la fin de cette période initiale, la Société a l'option de renouveler les permis pendant cinq ans en payant une rente annuelle de \$0.50 par hectare et en effectuant un minimum de travaux de \$2.50 par hectare. Des crédits de dépenses statutaires supplémentaires au minimum requis sont accordés par le gouvernement et ceux-ci servent à réduire les obligations subséquentes. La loi 18, votée le 13 juin 2011 dispense des obligations de travaux pendant la tenue de l'évaluation environnementale stratégique. Squatex a effectué le paiement des rentes pour le premier septembre 2012 afin de conserver tous ses permis d'exploration pour l'année d'exploration courante.

RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

La Société est sujette à la législation gouvernementale pour la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont très difficiles à identifier en termes de résultats, de temps et d'impacts. Au meilleur de sa connaissance, Squatex conduit ses opérations dans les règles de l'art de manière à être en tout temps cohérent avec la législation et la réglementation gouvernementale en matière d'environnement.

RISQUES ET INCERTITUDES

L'exploitation pétrolière et gazière comporte de nombreux risques, qui peuvent même résister à une combinaison d'expérience, de connaissances et d'évaluation soigneuse. Le succès commercial à long terme de Squatex dépend de son aptitude à trouver, à acquérir, à développer et à exploiter commercialement des réserves de pétrole et de gaz naturel. Sans l'ajout continu de nouvelles réserves, toutes les réserves que Squatex pourraient détenir à un moment donné, et leur potentiel d'exploitation, pourraient diminuer au fil du temps. Une augmentation future des réserves de Squatex dépendra, non seulement de son aptitude à effectuer de la prospection et du développement des propriétés qu'elle pourra détenir de temps à autre, mais également de son aptitude à choisir et à acquérir des propriétés productives et des zones productives possibles appropriées. Il est impossible de certifier que Squatex puisse être en mesure d'identifier des propriétés acceptables à des fins d'acquisition ou de participation. Qui plus est, même si de telles occasions d'acquisition ou de participation sont identifiées, Squatex peut décider qu'en fonction des conditions actuelles du marché, des modalités d'acquisition et de participation ou d'établissement des prix font en sorte que de telles acquisitions ou participation

soient non rentables. On ne peut assurer que Squatex réussira à découvrir ou à acquérir des gisements de pétrole ou de gaz naturel, ni même si elle les découvre, que ces ressources soient de quantité commerciale.

ÉTUDE ENVIRONNEMENTALE STRATÉGIQUE ET MORATOIRE SUR LES GAZ DE SCHISTES

La décision du gouvernement du Québec de lancer une évaluation environnementale stratégique («ÉES») sur le développement et la mise en exploitation des Shales d'Utica, suivi du moratoire sur l'exploration des gaz de schistes pourrait avoir un impact significatif sur les affaires de la Société dans la mesure où il est difficile de prévoir quelles seront les décisions gouvernementales qui en découleront. À court terme, les activités d'exploration de la Société, comme celles de toutes les autres entreprises actives au Québec, s'arrêteront complètement dans les Basses-Terres, les obligations de travaux sur les permis étant suspendues par la loi 18 votée le 13 juin 2011 et à cause du niveau élevé d'incertitudes soulevées par nombre de groupes de citoyens quant au futur de l'exploration pétrolière et gazière au Québec.

INCERTITUDE QUANT AUX RÉSERVES ESTIMATIVES DE GAZ NATUREL ET DE PÉTROLE BRUT

L'estimation des réserves pétrolières et gazières relève d'un processus complexe qui repose sur un nombre considérable de décisions et d'hypothèses permettant d'évaluer les données géologiques, géophysiques, d'ingénierie et économiques qui sont disponibles à l'égard de chaque réservoir. Par conséquent, de telles estimations sont imprécises de nature. Les données réelles quant à la production future du pétrole et du gaz, les revenus et les dépenses pétrolières et gazières peuvent varier de façon importante. Toute fluctuation importante dans ces hypothèses pourrait avoir des conséquences importantes sur les quantités estimatives et la valeur actuelle des réserves. De plus, ces réserves peuvent faire l'objet de révisions à la hausse ou à la baisse compte tenu de l'historique de production, des résultats qui seront obtenus lors de travaux d'exploration et des mises en valeur futures, des cours en vigueur pour le pétrole et le gaz et d'autres facteurs dont plusieurs sont indépendants de la volonté de Squatex. Il est fort probable que la production réelle ainsi que les revenus, les impôts, les dépenses de mise en valeur et les frais d'exploitation à l'égard des réserves varieront par rapport aux estimations établies et ces variations pourraient être importantes. En date du 31 décembre 2012, il n'y a aucune réserve de gaz et de pétrole prouvée, probable ou possible sur les terrains détenus par Squatex.

IMPACT DE LA RÉGLEMENTATION

L'industrie du pétrole et du gaz est assujettie à des mesures de contrôle élaborées et à la réglementation mise en place par les divers paliers de gouvernement visant les prix, les redevances, la détention de terrains, les quotas de production, l'importation et l'exportation du pétrole et du gaz et la protection de l'environnement. Rien ne permet de prévoir avec certitude les incidences de ces mesures de contrôle ou de cette réglementation sur les opérations de la Société ni d'une modification à ces dernières.

L'industrie du pétrole et du gaz naturel est actuellement assujettie à une réglementation environnementale en vertu de diverses lois fédérales et provinciales. Ces lois prévoient des restrictions et des interdictions quant à l'émission ou la libération de diverses substances produites ou utilisées relativement à certaines activités d'exploitation de l'industrie du pétrole et du gaz et qui ont des incidences sur l'emplacement des puits et des installations et sur la mesure dans laquelle l'exploration et la mise en valeur sont autorisées. En outre, la législation exige que l'abandon et la revalorisation des puits et de l'installation soient effectués à la satisfaction des autorités provinciales. La violation de ces lois peut donner lieu à l'imposition d'amendes et de pénalités, à la suspension ou à la révocation des permis et autorisations nécessaires à l'exploitation d'une entreprise et la responsabilité civile pour dommages causés par la pollution. Au Québec, les questions relatives au respect de l'environnement sont régies, depuis le 21 septembre 1972, par la loi intitulée la Loi sur la qualité de l'environnement (la « Loi québécoise sur la protection de l'environnement »). La loi québécoise sur la protection de l'environnement impose des obligations de respect de l'environnement, d'information et de surveillance. En outre, elle met en place un processus d'étude d'impact et de consultation publique plus élargie sur les questions d'évaluation environnementale et d'application de la loi.

PERMIS, LICENCES ET APPROBATIONS

Au Québec, celui qui recherche du pétrole ou du gaz naturel doit être titulaire d'un permis de recherche de pétrole et de gaz naturel délivré aux termes de la Loi sur les mines (Québec). Le permis est délivré, pour un territoire donné, à toute personne qui satisfait aux conditions et acquitte les droits annuels fixés par règlement. La période de validité d'un permis est de cinq ans. Il peut être renouvelé pour une période d'un an, au plus cinq fois, pour tout ou partie du territoire qui en fait l'objet à certaines conditions mentionnées dans la Loi sur les mines (Québec).

Le titulaire d'un permis de recherche de pétrole et de gaz naturel doit effectuer, chaque année, dans le territoire qui fait l'objet de son droit, des travaux dont la nature et le coût minimum sont spécifiés par règlement, incluant des études géologiques, des études géophysiques ou des forages. Les coûts minimums à encourir varient selon l'âge du permis.

En vertu de permis de recherche octroyés par le Ministère des Ressources naturelles, la Société, dans le but de préserver la validité de ses permis, doit verser des rentes de 0,10 \$ par hectare et doit effectuer, dans le territoire, des dépenses d'exploration minimales équivalentes à 0,50 \$ par hectare, en hausse de 0,50 \$ par hectare à chaque année jusqu'à un maximum de 2,50 \$ par hectare. Les engagements ont été diminués depuis l'exercice terminé le 31 mars 2010, parce que la Société a effectué un rajeunissement des permis en date du 1er septembre 2009 avec une durée initiale de 10 ans et les dépenses d'exploration minimales ont été fixées à nouveau à 0,50 \$ l'hectare. Il est à noter que la durée des permis sera prolongée du temps équivalent à la tenue de l'étude environnementale stratégique avec suspension des obligations de travaux pendant cette période à condition que le titulaire verse la rente annuelle.

TITRES DE PROPRIÉTÉ

Bien que la Société ait pris des moyens raisonnables pour s'assurer d'un titre valable à ses propriétés, il n'existe aucune certitude que les titres de quelque de ses propriétés ne seront pas contestés ou remis en question. Des tierces parties pourraient avoir des réclamations

valides quant à des portions sous-jacentes aux intérêts de la Société. Aucune contestation n'a été déposée ou portée à l'attention de Squatex à ce jour.

BESOINS FUTURS DE FINANCEMENT

La Société pourrait avoir besoin de financement additionnel à l'avenir afin de poursuivre ses activités, notamment ses programmes d'exploration et de mise en valeur. Si le financement est obtenu par l'émission d'actions nouvellement émises, le contrôle de Squatex peut en être touché et les actionnaires pourraient subir une dilution additionnelle. Dans la mesure où le financement n'est pas disponible, cela pourrait avoir des conséquences sur des engagements en matière de travaux ce qui pourrait à son tour entraîner l'impossibilité pour la Société de poursuivre, en tout ou en partie, son programme projeté d'exploration et de mise en valeur, des pertes de droits de propriété ou d'occasions de revenus pour la Société.

DÉPENDANCE À L'ÉGARD DU PERSONNEL CLÉ

Le succès de la Société dépendra en grande partie de la qualité de sa direction. La perte des services de ces personnes, ou l'incapacité d'intéresser un personnel de qualité équivalente, pourraient avoir une incidence défavorable importante sur l'exploitation et les perspectives commerciales de la Société. La Société n'a pas, à ce jour, contracté d'assurances «personnel-clé» sur la tête de ses administrateurs, dirigeants ou employés-clés.

MISE EN MARCHÉ

La Société opère dans un environnement concurrentiel où le prix des matières premières dépend de plusieurs facteurs qui sont indépendants de la volonté de la Société. Les cours du pétrole et du gaz naturel ont fluctué énormément dans le passé. Les cours du pétrole sont fonction de l'offre et de la demande à l'échelle internationale, et les événements politiques, notamment au Moyen-Orient, peuvent avoir une influence importante sur les cours du pétrole et son approvisionnement à l'échelle mondiale. Toute chute dans les prix du pétrole ou du gaz naturel pourrait avoir des conséquences défavorables importantes sur l'exploitation future et la situation financière de la Société et sur le niveau des dépenses engagées pour l'acquisition de réserves futures de pétrole et de gaz. De plus, la commercialisation de la production de la Société dépendrait de la disponibilité et de la capacité des systèmes de collecte et des pipelines, des conséquences de la réglementation fédérale et provinciale, et sur la conjoncture économique générale. Tous ces facteurs sont indépendants de la volonté de la Société.

Le prix du gaz naturel vendu dans le commerce interprovincial et international est établi par voie de négociations entre les acheteurs et les vendeurs. Le prix que perçoit un producteur de gaz naturel dépend, en partie, des prix des combustibles concurrents, du type de gaz naturel produit, de l'accès de moyens de transport en aval, de la durée du contrat, des conditions climatiques et de l'équilibre de l'offre et de la demande.

RISQUES DE POURSUITES

La Société pourrait être tenue responsable en raison de la pollution ou à cause d'autres risques contre lesquels elle ne pourrait être assurée ou contre lesquels elle pourrait choisir de ne pas s'assurer, étant donné le coût élevé des primes ou pour d'autres raisons. Le paiement de sommes à cet égard pourrait entraîner la perte des éléments d'actif de la Société.

REVENDEICATIONS TERRITORIALES

Aucune des propriétés dans lesquelles la Société détient un intérêt ne fait actuellement l'objet de revendications territoriales de la part de nations autochtones. Aucune assurance ne peut toutefois être fournie à l'effet que tel ne sera pas le cas à l'avenir.

DISPONIBILITÉ D'ÉQUIPEMENT DE FORAGE ET ACCÈS

Les activités d'exploration et de mises en valeur pétrolières et gazières dépendent de la capacité de se doter d'équipement de forage et d'équipement connexes plus particulièrement dans les zones où ces activités sont exercées. La demande pour un tel équipement limité ou des restrictions quant à l'accès pourraient avoir une incidence sur la capacité de la Société de se doter d'un tel équipement et pourraient retarder les activités d'exploration et de mises en valeur, le cas échéant.

GESTION DE LA CROISSANCE

La Société pourrait être soumise à des risques liés à sa croissance, notamment les contraintes et les pressions sur ses systèmes et ses mesures de contrôle internes. La capacité de la Société à procéder à une gestion de la croissance efficace exigera d'elle de mettre en œuvre et d'améliorer continuellement ses systèmes d'exploitation et d'information financière et d'accroître, de former et de gérer sa main d'œuvre de base. L'incapacité de la Société de faire face à la croissance pourrait avoir une incidence défavorable importante sur son entreprise, son exploitation et ses perspectives

INFORMATIONS FINANCIÈRES CHOISIES

POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES 31 DÉCEMBRE 2012 ET 2011

	2012	2011
EXPLOITATION	\$	\$
Résultat net et global de la période	(69 342)	(93 339)
Résultat net et global par action de base et diluée	(0,001)	(0,002)

POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS TERMINÉES LES 31 DÉCEMBRE 2012 ET 2011

	2012	2011
EXPLOITATION	\$	\$
Résultat net et global de la période	(256 948)	(358 124)
Résultat net et global par action de base et diluée	(0,005)	(0,007)

POUR LES PÉRIODES SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2012 ET LE 31 MARS 2012

	31 DÉC. 2012	31 MARS 2012
BILAN		
Fonds de roulement	1 226 423	1 858 565
Actifs d'exploration et d'évaluation	2 764 693	2 389 302
Actif Total	4 695 864	4 813 175
Passif total	887 126	747 489
Capitaux propres	3 808 738	4 065 686

POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS TERMINÉES LES 31 DÉCEMBRE 2012 ET 2011

	2012	2011
FLUX DE TRÉSORERIE		
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(150 455)	(284 792)
Ajout aux actifs d'exploration et d'évaluation	(458 768)	(408 593)

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

CHIFFRE D'AFFAIRES ET MARGE BÉNÉFICIAIRE

Durant la période de neuf se terminant le 31 décembre 2012, aucune activité engendrée par Squatex n'a générée de revenu outre quelques revenus financiers non significatifs.

PERTE NETTE

La perte nette et globale de la période de trois mois est passée de 93 339 \$ au 31 décembre 2011 à 69 342 \$ en 2012. Cette diminution de la perte s'explique principalement par la diminution des services professionnels étant donné que le processus relié à l'offre d'échange d'actions était complètement terminé en date du 31 décembre 2012, mais non au cours du trimestre se terminant le 31 décembre 2011. Ceci a aussi fait en sorte de réduire la perte nette et globale par action de base et diluée.

La perte nette et globale de la période de neuf mois est passée de 358 124 \$ au 31 décembre 2011 à 256 948 \$ au 31 décembre 2012, soit une diminution de 101 176 \$. Cette baisse de la perte s'explique principalement par la diminution des frais de services professionnels. De fait, le processus relié à l'offre d'échange d'actions étant complété au 31 mars 2012, ceci a fait en sorte de réduire les frais de services professionnels au cours de l'exercice débutant le 1^{er} avril 2012.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Le fonds de roulement de la Société a diminué de 632 142 \$ entre le 31 mars 2012 et le 31 décembre 2012 en raison d'une diminution des dépôts à terme (diminution de 381 276 \$) et de la réception des actifs d'impôts exigibles de 224 458 \$. Malgré l'encaissement de ces sommes, le total de la trésorerie est demeuré sensiblement le même puisque ces sommes ont été utilisées pour faire des travaux d'exploration et d'évaluation dans la Municipalité de Ste-Jeanne-D'Arc.

De fait, les actifs d'exploration et d'évaluation ont augmenté de 375 391 \$, ce qui représente des dépenses de 627 746 \$ nettes de crédits d'impôts à recevoir de 252 355 \$.

De plus, les dettes fournisseurs ont augmenté de 139 637 \$ puisque plusieurs de ces travaux demeurent à payer au 31 décembre 2012.

SITUATION DE TRÉSORERIE

Au 31 décembre 2012, la Société disposait de 239 135 \$ en trésorerie, soit une diminution de 36 825 \$ par rapport à l'encaisse de 275 960 \$ présentée à la fin de l'exercice se terminant le 31 mars 2012. La diminution des liquidités au cours du dernier trimestre de 2012 est due à l'investissement fait dans les actifs d'exploration et d'évaluation et aux dépenses engagées au cours de cette période de neuf mois. La diminution est moins grande que l'investissement puisque des actifs d'impôts exigibles, des crédits d'impôts et des dépôts à terme ont été encaissés par la Société. Malgré cette diminution, la Société est en mesure de mener à bien les plans de développement à court terme et ses engagements mentionnés dans les états financiers. Il n'y a pas de risque de non liquidité lié aux instruments financiers.

SOURCES DE FINANCEMENT

La principale source de financement provient de l'investissement des porteurs d'actions, la vente de participations dans les permis et le crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources et le crédit de droits remboursables.

ARRANGEMENTS HORS ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

La Société ne détient aucun arrangement hors bilan significatif autre que les engagements financiers présentés dans les notes aux états financiers annuels.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Des opérations entre parties liées ont été effectuées avec deux Sociétés, dont le principal dirigeant est aussi un administrateur de la Société. Le total des opérations entre apparentés pour la période de trois mois se terminant le 31 décembre 2012 comprend également les transactions avec les principaux dirigeants.

	2012	2011
	\$	\$
Frais de gestion	6 000	6 000
Services professionnels	43 200	43 200
Actifs net d'exploration et d'évaluation	50 790	40 384

MÉTHODES COMPTABLES ET MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

Les états financiers intermédiaires résumés non audités ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles présentées à la note 3 des états financiers annuels pour l'exercice clos le 31 mars 2012.

Le traitement comptable utilisé pour les ententes d'amodiation consiste à capitaliser à titre d'actif d'exploration et d'évaluation uniquement les dépenses engagées et déboursées par la Société. La quote-part des revenus de la Société est enregistrée en tant que revenu lorsqu'il y a cession d'intérêt.

Une nouvelle modification comptable future été identifiée par rapport à celles présentées à la note 3.15 des états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2012. Il s'agit de la norme IFRS 11 – Partenariat. Cette nouvelle norme, applicable pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013, exige d'un coentrepreneur de classer sa participation dans un accord de coentreprise comme une coentreprise ou une opération conjointe. Les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence alors que pour une opération conjointe, le coentrepreneur reconnaît sa part de l'actif, du passif, des ventes et des dépenses de l'opération conjointe. Selon les normes IFRS en vigueur, les entités ont le choix de la consolidation proportionnelle ou de la méthode de la mise en équivalence des participations dans des coentreprises. IFRS 11 remplacera IAS 31, Participations dans des coentreprises et SIC-13, Entités contrôlées conjointement – apports monétaires par des coentrepreneurs. La Société évalue présentement l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers.

Les états financiers intermédiaires résumés non audités ne comprennent pas toutes les notes et annexes requises dans les états financiers annuels.

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES

Pour dresser des états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière, la direction de la Société doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que l'équipe de gestion possède des événements qui ont eu lieu au cours de l'année et sur les mesures que la Société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. L'estimation de la valeur du placement dans une société privée au 31 décembre 2012 comporte des sources majeures d'incertitudes relatives à la mesure qui pourraient avoir une incidence importante sur la situation financière de la Société.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES EXIGÉES DES ÉMETTEURS EMERGENTS SANS PRODUITS D'EXPLOITATION SIGNIFICATIFS

L'activité principale de la Société est l'exploration pétrolière et gazière et le bilan des travaux menés par la Société est présenté dans la section "sommaire des propriétés d'exploration" du présent rapport. De plus, le détail des actifs d'exploration et d'évaluation pour la période de neuf mois se terminant le 31 décembre 2012 est présenté dans la note 5 des états financiers intermédiaires résumés.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Le personnel affecté à la convergence aux IFRS a suivi et suit les formations données par l'Ordre des comptables agréés du Québec. Étant donné que les IFRS ont changé en 2012, tous les changements qui pourraient affecter la Société devront être surveillés.

Le présent rapport de gestion est préparé en date du 27 février 2013. Ce même rapport, ainsi que davantage de renseignements sur la Société sont disponibles sur le site Internet de SEDAR à l'adresse www.sedar.com.